

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE maintient le statu quo monétaire

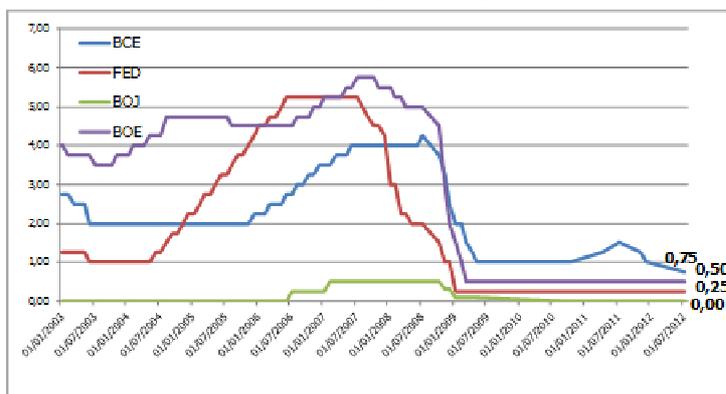
Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...) L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le Président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

#### La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 24 octobre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed observe que l'économie a continué à croître à un rythme modéré et que l'inflation a récemment accéléré en raison de la hausse des prix de l'énergie. Au troisième trimestre 2012, le PIB américain a progressé de 2 % en rythme annualisé par rapport au deuxième trimestre.

Taux directeur des principales banques centrales



### Chômage

#### Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 057 900 fin septembre 2012, soit une hausse de 1,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+46 900 personnes). Sur un an, il croît de 10,1 % (+11,3 % pour les hommes et +8,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

#### Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,6 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août. Il était de 10,3 % en septembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,6 % en septembre 2012. Il était de 9,8 % en septembre 2011.

### Inflation

#### Baisse des prix en France au mois de septembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % en septembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,8 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

## Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,5 % en octobre 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à septembre.

## Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

### Groupe d'action financière (GAFI)

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques. Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : [www.fatf-gafi.org](http://www.fatf-gafi.org).

## Actualité bancaire

### Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que le MSU sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a été également convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devra s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que le respect de l'intégrité du marché unique.

Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du pacte pour la croissance et pour l'emploi.

### Crédit immobilier et prêt viager hypothécaire

Le décret n° 2012-1195 du 26 octobre 2012 portant extension des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie, et en Polynésie française et aux services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 28 octobre 2012.

### Regroupements de crédits

Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupement de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

### Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée. Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>

## Outre-mer

### Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 – L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Gorges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique, mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques.

Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-0481.pdf>

## 2 – Actualité régionale

### La BoJ maintient le statu quo monétaire et adopte un quatrième programme d'assouplissement quantitatif

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé d'augmenter son programme d'achats d'actifs de 11 000 milliards de yens (106 milliards d'euros) pour le porter de 91 000 milliards de yens (877 milliards d'euros). Le programme de soutien aux prêts est désormais sans plafond. Dans une déclaration commune avec le gouvernement, la BoJ indique qu'elle veut « rendre les conditions de circulation de l'argent plus fluide pour les entreprises comme pour les ménages, mettre fin à la déflation et revenir sur la voie d'une croissance durable ». La BoJ a également revu à la baisse ses prévisions de croissance à 1,5 % pour l'année budgétaire 2012 contre 2,2 % lors d'une précédente estimation et à 1,6 % pour 2013 contre 1,7 %.

En septembre 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 4,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, les prix à la consommation, hors énergie et alimentation ont baissé de 0,1 % sur un mois et de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,9 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, stable par rapport à août. En septembre 2012, les exportations ont reculé de 10,3 % sur un an et les importations ont crû de 4,1 %. Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros.



### Ralentissement relatif de la croissance en Chine

Au troisième trimestre 2012, le PIB chinois a progressé de 7,4 % sur un an. Sur les trois premiers de 2012, le PIB a cru de 7,7 % par rapport à la même période de 2011. Au mois de septembre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,2 % en glissement annuel. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 1,9 %. En septembre 2012, les exportations ont progressé de 9,9 % sur un an et les importations de 2,4 %. L'excédent commercial s'élève à 27,7 milliards de dollars. Fin septembre 2012, les réserves de change de la Chine ont atteint 3 290 milliards de dollars, en hausse de 2,8 % sur un an.



### Australie : hausse des prix de l'énergie suite à l'introduction de la taxe carbone

Au 3<sup>e</sup> trimestre l'indice des prix à la consommation australien a augmenté de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et de 2,0 % en glissement annuel. Il s'agit de la hausse trimestrielle la plus marquée depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2011. Cette progression a été essentiellement tirée par la flambée des prix de l'électricité (+15,3 %), du gaz et autres combustibles domestiques (+14,2 %) et modérée par la baisse du prix du carburant automobile (-3,9 %). La progression des prix de l'énergie découle de la mise en place, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012, d'une taxe carbone de 23 \$AU la tonne de GES émise. La Banque Centrale australienne a décidé, le 7 novembre, de laisser son taux directeur inchangé à 3,25 %, après la baisse de 0,25 point du mois précédent.



### Ralentissement de la hausse des prix en Nouvelle-Zélande

Une légère hausse (+0,3 %) de l'indice des prix à la consommation a été enregistrée au cours du 3<sup>e</sup> trimestre. La progression des prix concerne surtout les produits alimentaires (+1,1 %), reflétant le coût plus élevé des produits saisonniers (légumes). Sur l'année, l'indice des prix a augmenté de 0,8 %, soit la plus faible évolution depuis 1999. En revanche, l'indice de coût du travail et les salaires ont augmenté de 1,9 % en base annuelle. Le taux de chômage ressort également en progression par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 7,3 % (+0,5 point). Le taux directeur fixé par la Banque Centrale néo-zélandaise au 25 octobre demeure inchangé à 2,50 %.



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Adoption du projet de loi sur l'accès au complément retraite de solidarité (CRS)

Le Congrès a adopté le 15 octobre le projet de loi du pays portant sur un assouplissement du complément retraite de solidarité (CRS). L'amendement retenu étend le bénéfice du CRS aux personnes de moins de 60 ans ayant liquidé leur retraite avant novembre 2012 et constitué leur dossier auprès de la Cafat avant le 31 mars 2013. Après cette date, l'accès au CRS ne sera à nouveau réservé qu'aux retraités ayant cotisé jusqu'à 60 ans.

### Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole

L'étude « Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole », pilotée par l'Isee dans le cadre du partenariat interinstitutionnel CEROM, est le résultat d'une vaste enquête engagée en 2010 dans l'ensemble des départements d'Outre-mer, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. L'étude a pour objectif de mesurer le différentiel de prix à la consommation pour un panier de biens et de services. En 2010, les prix en Nouvelle-Calédonie sont globalement 34 % plus élevés qu'en métropole. L'écart des prix avec la métropole est voisin de celui enregistré en Polynésie française. Il est en revanche largement supérieur à celui observé dans les DOM. Un ménage métropolitain qui conserverait ses habitudes de consommation verrait ses dépenses augmenter de 49 % s'il achetait les mêmes produits et services en Nouvelle-Calédonie. À l'inverse, les Calédoniens économiseraient 17 % sur leur panier s'ils consommaient en métropole. Les différences de prix sont particulièrement marquées pour les produits alimentaires. Ces travaux ont fait l'objet d'une présentation aux Commissions « Vie chère » du Congrès de Nouvelle-Calédonie, le 31 octobre. Les résultats sont disponibles sur le site internet du partenariat CEROM ([cerom-outremer.fr](http://cerom-outremer.fr)).

### Eramet et STCPI renouvellent leur pacte d'actionnaires au sein de la SLN

La Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) et Eramet ont décidé d'un commun accord de reconduire leur actionnariat au sein de la Société Le Nickel (SLN) pour une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 2013. La STCPI possède depuis mi-2007, 34 % du capital de la SLN, aux côtés d'Eramet (56 %) et du client japonais Nisshin Steel (10 %).

### GLP et Hilton Worldwide signent un accord de franchise

Le Groupe La Promenade et la chaîne hôtelière internationale Hilton viennent de signer un accord de partenariat pour l'ouverture à Nouméa, mi-2013, du premier hôtel sous l'enseigne Hilton. La résidence La Promenade deviendra ainsi désormais « Hilton Nouméa La Promenade Résidence ». Le groupe GLP investira 200 millions de F.CFP dans la résidence, qui compte déjà 154 appartements, afin qu'elle puisse répondre aux standards internationaux fixés par Hilton. Cette nouvelle franchise s'adresse à la clientèle d'affaires et de luxe.

### L'Etat, l'ADEME et la province Sud poursuivent leur effort pour la modernisation de la gestion des déchets

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en Nouvelle-Calédonie, de la province Sud et de l'Etat ont signé le 12 octobre à la déchetterie de Boulouparis la convention fixant les actions qui seront mises en place dans le cadre du partenariat pour la modernisation de la gestion des déchets. La convention signée porte sur un montant de 180 millions en 2012, dans le cadre d'un engagement de 980 millions de F.CFP sur la période 2011-2015. Un précédent partenariat engagé en 2000 avait permis l'ouverture de quatre déchetteries (Boulouparis, Bourail, La Foa et Thio). La nouvelle phase prévoit la fermeture et la réhabilitation progressive des décharges brutes. Sept sites ont été notamment retenus pour être réhabilités : Boulouparis, Tontouta, La Foa, Sarraméa, Moindou, Bourail et Thio. Parallèlement, l'accord prévoit notamment la finalisation de la mise en place d'une nouvelle filière de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), la promotion du compostage et la mise en place d'actions de prévention et de formation.

### La SIC récompensée par le label européen Discerno

La Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC) a reçu le 14 novembre du Parlement Européen le label européen Discerno, lancé en 2008 par le Centre Européen des Entreprises à Participation Publique (CEEP), pour son engagement sur le champ de la responsabilité sociale et environnementale d'entreprise (RSE). La SIC avait été déjà récompensée en 2009 pour la qualité environnementale de ses bâtiments.

### Publication

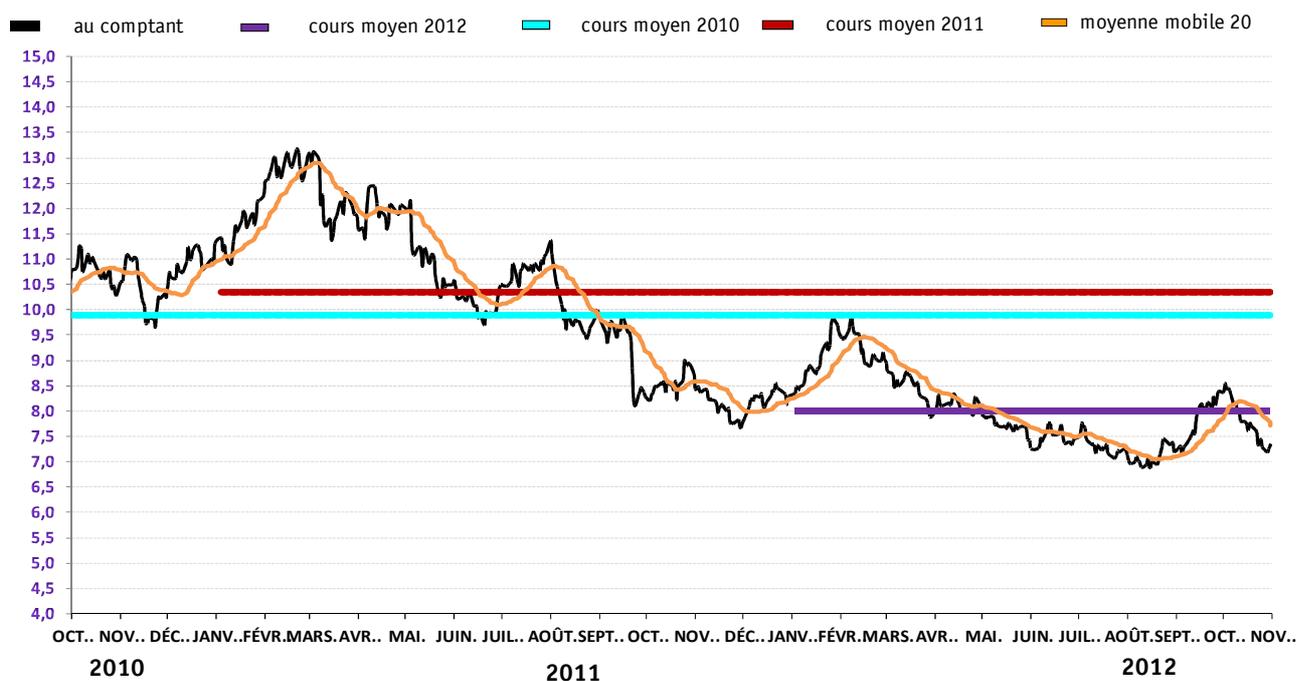
L'IEOM vient de publier la note expresse « Panorama de la Nouvelle-Calédonie », en français et anglais, disponible en téléchargement gratuit : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-portrait-136/panorama-de-la-nouvelle-caledonie-1181.html>

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			oct.-12	103,7	-0,2%	1,5%
Nombre de demandeurs d'emploi			sept.-12	5 479	-11,3%	-17,0%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	sept.-12	9 316	-11,2%	-16,9%	
	cumulées	sept.-12	90 862	-	-15,0%	
Importations	mensuelles	sept.-12	25 230	4,7%	-15,2%	
	cumulées	sept.-12	227 571	-	-5,6%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
<b>NICKEL</b>						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			oct.-12	7,82	0,2%	-8,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			oct.-12	719	-0,5%	-3,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-12	298	-41,8%	-48,4%	
	cumulées	sept.-12	3 152	-	3,7%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-12	4 368	-12,2%	-9,5%	
	cumulées	sept.-12	46 500	-	5,3%	
<b>TOURISME</b>						
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-12	9 797	13,5%	-3,5%	
	cumulés	sept.-12	78 433	-	0,9%	
• Nuitées	mensuels	juil.-12	53 401	15,3%	-4,7%	
	cumulés	juil.-12	361 346	-	1,2%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-12	58,60%	+ 5,0 pt	+ 1,4 pt	
• Croisiéristes		juin.-12	144 528	-	19,9%	
<b>BTP</b>						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	11 588	11,9%	-2,9%	
	cumulées	oct.-12	103 173	-	-16,9%	
• Index BT 21 (p)		sept.-12	146,19	0,3%	5,0%	
• IRL (p)		sept.-12	116,54	0,3%	3,1%	
<b>CREVETTES</b>						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	39	44,4%	178,6%	
	cumulées	oct.-12	817	-	16,9%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-12	55	52,8%	161,9%	
	cumulées	oct.-12	1 145	-	14,4%	
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-12	626	32,3%	10,6%	
	cumulées	oct.-12	6 300	-	0,1%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 659	14 809	16 117	8,4%	8,8%
Dépôts à vue	218 384	229 322	239 257	5,0%	4,3%
<b>Total M1</b>	<b>232 043</b>	<b>244 131</b>	<b>255 374</b>	<b>5,2%</b>	<b>4,6%</b>
M2-M1	90 541	99 747	103 660	10,2%	3,9%
<b>Total M3</b>	<b>493 461</b>	<b>521 091</b>	<b>561 704</b>	<b>5,6%</b>	<b>7,8%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-10	juin-11	juin-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	388 969	409 555	435 712	5,3%	6,4%
Ménages	343 803	371 959	395 785	8,2%	6,4%
Collectivités locales	46 589	47 887	54 132	2,8%	13,0%
Autres agents de CCB non ventilés	11 228	14 332	14 771	27,6%	3,1%
<b>Total concours sain</b>	<b>790 590</b>	<b>843 732</b>	<b>900 400</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,7%</b>
Créances douteuses brutes	15 898	18 769	19 741	18,1%	5,2%
<b>Total concours brut</b>	<b>806 488</b>	<b>862 501</b>	<b>920 141</b>	<b>6,9%</b>	<b>6,7%</b>

### Interdits bancaires

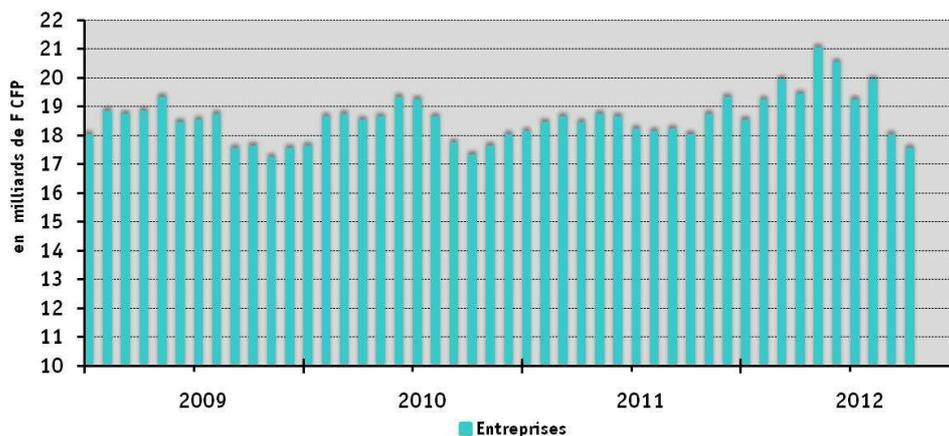
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-12	7 047	0,1%	11,9%
	dont personnes physiques	oct.-12	6 273	0,1%	12,1%
	dont personnes morales	oct.-12	774	-0,4%	10,7%

### Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	oct.-12	15 215	1,0%	8,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-12	5 026	1,2%	22,6%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-12	17,5	-2,4%	-2,5%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	oct	102,21	103,70	1,5%
<b>Entreprises</b>				
nb d'entreprises (a)	sept	53 016	55 917	5,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	46 591	49 854	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	702	777	10,7%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	122 012	103 128	-15,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	2 088	45	-97,8%
total ciment (tonnes)	oct	124 099	103 173	-16,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 204	5 731	-7,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 659	3 178	-13,1%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	88 023	88 166	0,2%
dont secteur privé	juin	63 873	63 488	-0,6%
dont secteur public	juin	24 150	24 678	2,2%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 598	5 479	-17,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 150	6 059	-15,3%
chômeurs indemnisés	août	1 742	1 861	6,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	5 559	6 266	12,7%
décisions retraits cartes bancaires	sept	2 201	2 542	15,5%
incidents paiements sur chèques	sept	19 727	26 581	34,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	6 294	6 300	0,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	12 771	13 053	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	15 494	17 268	11,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 396	8 358	-0,5%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	sept	77 705	78 433	0,9%
nombre de croisiéristes	juin	111 338	144 528	29,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	juil	57,9%	56,9%	-1,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	10,83	8,01	-26,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	8,56	7,82	-8,7%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	3 040	3 152	3,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	17 566	16 363	-6,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	45 416	46 748	2,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	81 238	66 140	-18,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	685	778	13,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	980	1 090	11,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	99 784	83 594	-16,2%
part de ces produits dans le total des exportations	sept	93,3%	92,0%	-1,3 pt
total des importations (M FCFP)	sept	240 985	227 591	-5,6%
total des exportations (M FCFP)	sept	106 893	90 862	-15,0%
taux de couverture	sept	44,36%	39,92%	-4,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	sept	34 064	36 973	8,5%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	sept	229 322	239 257	4,3%
M1	sept	244 131	255 374	4,6%
M2	sept	343 878	359 034	4,4%
Dépôts à termes	sept	177 077	200 230	13,1%
M3	sept	521 091	561 704	7,8%
P1	sept	3 900	3 881	-0,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	862 507	920 141	6,7%
Ménages	juin	371 959	395 785	6,4%
dont crédits à la consommation	juin	69 362	72 136	4,0%
dont crédits à l'habitat	juin	297 652	317 881	6,8%
Entreprises	juin	409 560	435 712	6,4%
dont crédits d'exploitation	juin	77 295	83 247	7,7%
dont crédits d'investissement	juin	218 507	230 640	5,6%
dont crédits à la construction	juin	101 256	109 046	7,7%
Collectivités locales	juin	47 887	54 132	13,0%
dont d'investissement	juin	43 897	52 713	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	14 332	14 771	3,1%
créances douteuses brutes	juin	18 769	19 741	5,2%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	626 008	640 252	2,3%
Ménages	juin	332 928	350 776	5,4%
Sociétés	juin	201 003	197 036	-2,0%
Autres agents	juin	92 077	92 440	0,4%
dont assurances-vie	juin	99 381	101 819	2,5%

(p) : provisoire (a) : actualisé

## 7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE								
taux d'intérêt en fin de mois								
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,0880%	0,0950%	- 0,007 pt	0,8170%	- 0,729 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1100%	0,1150%	- 0,005 pt	0,7820%	- 0,672 pt	banques locales	8,25%	31/12/2011
EURIBOR 3 mois	0,1980%	0,2210%	- 0,023 pt	1,0060%	- 0,808 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,3910%	0,4420%	- 0,051 pt	1,2270%	- 0,836 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,6210%	0,6900%	- 0,069 pt	1,5070%	- 0,886 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle								
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions		
TEMPE	0,0909%	0,1003%	- 0,009 pt	0,4902%	- 0,402 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1190%	- 0,008 pt	0,8110%	- 0,700 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	0,2080%	0,2470%	- 0,039 pt	1,0220%	- 0,814 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	0,4110%	0,4850%	- 0,074 pt	1,2510%	- 0,840 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	0,6500%	0,7410%	- 0,091 pt	1,5260%	- 0,876 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	2,4300%	2,5100%	- 0,080 pt	3,5900%	- 1,160 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	2,2300%	2,3100%	- 0,080 pt	3,3900%	- 1,160 pt			
TRBOSP	2,4500%	2,4800%	- 0,030 pt	3,6500%	- 1,200 pt			

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011
taux JJ	0,085%	0,100%	0,110%	0,096%	0,100%	0,035%	0,525%	0,575%	0,555%
3 mois	0,400%	0,525%	0,680%	0,189%	0,192%	0,140%	0,740%	0,905%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,730%	1,640%	1,870%	0,770%	0,790%	0,980%	1,830%	1,720%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)			
	seuil de l'usure		
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts voyageurs hypothécaires	13,11%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts voyageurs hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts voyageurs hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%		Découverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE								
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR								
	1 USD/XPF	91,8431	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,8506	1 GBP/XPF	147,9625
Dernier cours fin de mois	1 AUD/XPF	95,2520	1 SGD/XPF	75,2739	100 VUV/XPF	98,1539	1 FJD/XPF	51,6588
100 JPY/XPF	114,9853							